

PROJET KISILI FINANCÉ PAR USAID/OFDA & FFP

RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS
DE 96 MENAGES DEPLACES INTERNES

DANS LA COMMUNE DE BONDO,
CERCLE DE KORO,
RÉGION DE MOPTI DU 10 au 14 AVRIL 2018.



CRS MALI

Représentant Résident
Niek de Goeij
00.223.76.40.93.00
niek.degoeij@crs.org

Coordinateur des Programmes d'Urgence
Lamine Diallo
00.223.82.00.90.83
lamine.diallo@crs.org

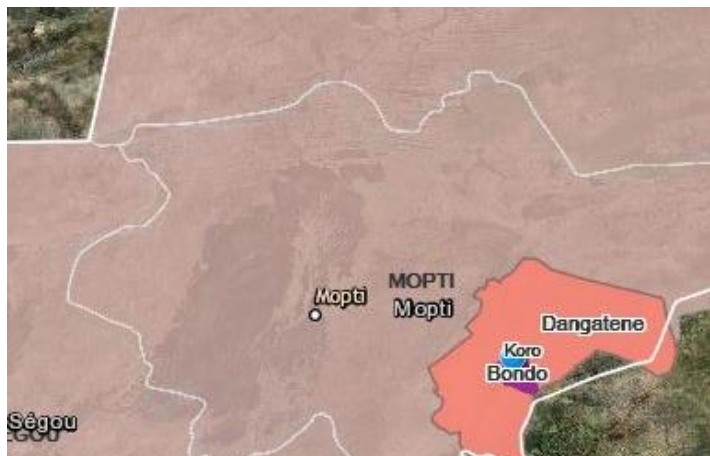
Rapport d'Évaluation Rapide de besoins dans la Commune de Bondo Cercle de Koro
Avril 2018 CRS Mali Projet KISILI II Financé par USAID/OFDA & FFP, Rapport # 14

I. INTRODUCTION

A. CONTEXTE

En janvier 2018, le Cercle de Koro faisait face à un regain de tensions vives entre groupes armés qui sévissent dans la zone exacerbant les effets du conflit intercommunautaire qui existait dans la zone depuis près d'une année entre les communautés Peulhs et Dogons. En date du 09 Avril 2018, CRS a été informée par son partenaire Local Caritas Mali du Diocèse de Mopti d'un mouvement de populations à la suite des incidents intercommunautaires qui ont entraîné des pertes de vies humaines, des vols massifs de bétails, de destructions de stocks alimentaires et d'autres biens ménagers d'une gravité inhumaine particulière entre les communautés d'origine Peulh et Dogon dans le Cercle de Koro.

Cette situation qui a eu lieu dans le village de Dangatene dans la Commune de Bondo, a été marquée, par une dégradation des conditions de vie des populations déjà détériorées par la mauvaise campagne agricole de 2017-2018. Ces informations relatives aux déplacements de ces personnes, ont été confirmées par le Service Local du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Koro et par OCHA, lors de la réunion du Groupe Inter-Agence de Coordination tenue le 03 avril 2018 à Sevaré. Lien Carte : [ICI](#)



Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de son Projet de Mécanisme d'Intervention Rapide dénommé « KISILI II » financé par l'USAID / OFDA & FFP, CRS a notifié à OCHA son positionnement pour conduire une évaluation rapide des besoins multisectoriels des 96 ménages déplacés et des populations hôtes affectées du village de Dangatene dans la Commune de Bondo du 10 au 14 Avril 2018. Cette évaluation des besoins de ces ménages déplacés a été conduite par CRS en collaboration avec son partenaire local, Caritas Mali du Diocèse de Mopti, le Service Local du Développement Social de Koro en vue de permettre aux acteurs humanitaires d'apporter une réponse urgente pour atténuer les souffrances des populations ciblées. Aussi, les partenaires de UNHCR, (Stop Sahel, AMSS), et DRC ont participé à cette mission d'évaluation et se sont beaucoup focalisés sur le Secteur de la Protection.

B. PROFIL DE LA COMMUNAUTE TOUCHÉE

La population déplacée ciblée par cette évaluation est constituée de Dogons provenant du village de Sabarre-Darah qui a été incendié par des individus armés dans la journée du 8 mars 2018.

Cette population vivait essentiellement de l'agriculture et du petit commerce dans leur village d'origine. Avec ces incidents sécuritaires, la population s'est déplacée pour s'installer dans le village de Dangatene situé dans la Commune de Bondo à 35 km de la ville de Koro.

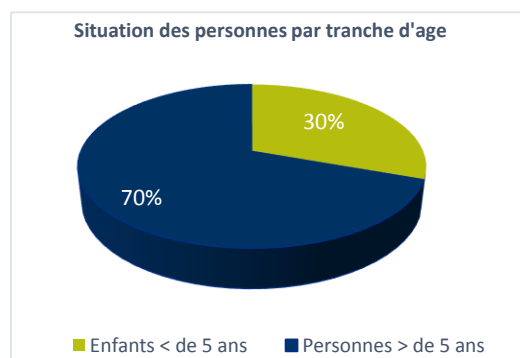


Tableau 1.0 : Les activités pratiquées par les ménages

Activité principale	Travail agricole (propres champs)	Petit commerce	Elevage	Travail occasionnel (agricole ou autres)	Total
# ménages déplacés	26	1	0	0	27
#ménages hôtes	57	6	5	1	69
Total de ménages	83	7	5	1	96
% ménages	87%	7%	5%	1%	100%

C. METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION

Pour identifier les ménages déplacés, l'équipe d'évaluation a procédé à la fois par une analyse et une vérification des listes par sites fournies par le Service Local du Développement Social avec l'appui des Chefs des villages de Sabarre-darah et de Dangatene. Chaque personne enregistrée a reçu une carte d'identification avec un code-barre. La démographie des ménages touchés par cette évaluation

dont les statistiques sont basées sur les données du Recensement Géographique de la Population et l'Habitat de 2009 (RGPH) est décrite dans Tableau 2.0 ci-dessous de la Commune de Bondo.

Tableau 2.0 : Démographie des ménages

Démographie population	Populations Totale Zone	Ménage dans la zone	Population touchée	Ménages touchés	Femmes Chef de ménage	Hommes Chef de ménage	Personnes Handicapées	Femmes enceintes	Femmes allaitantes
# de déplacés	26392	2508	882	69	7	62	11	35	107
# de hotes	N/A	N/A	375	27	3	24	4	6	36
# total	26392	2508	1257	96	10	86	15	41	143
% de la population	100%	100%	100%	100%	10%	90%	2%	3%	11%

D.SITUATION SECURITAIRE & ACCES HUMANITAIRE :

Au cours des mois de Mars et d'Avril, la situation sécuritaire s'est beaucoup détériorée principalement dans la région de Mopti où dans l'ensemble elle s'est dégradée au cours de ce 1^{er} trimestre, principalement dans le cercle de Koro. Les récents incidents se sont multipliés en raison des conflits intercommunautaires, des opérations des forces de défense et de sécurité, des milices armées locales (Dozos,) et des Groupes radicaux. En outre, des cas de contrôles inopinés sur les axes par des groupes d'individus armés dans les cercles de Koro, Bankass et Bandiagara ont été signalés.

Au cours du 1^{er} trimestre 2018, le Cercle de Koro a enregistré 45 incidents au total dont un a ciblé une ONG contre 49 incidents en 2017 portant essentiellement sur des affrontements armés, des incendies volontaires, des assassinats et des cas de règlements de compte, des vols et destructions des biens. Les Communes de Dioungani, Bondo, Koro, Diankabou, Yoro et Madougou demeurent les zones les plus touchées par ces incidents. Dans ces différentes zones, les communautés vivent une psychose d'insécurité à tout moment.

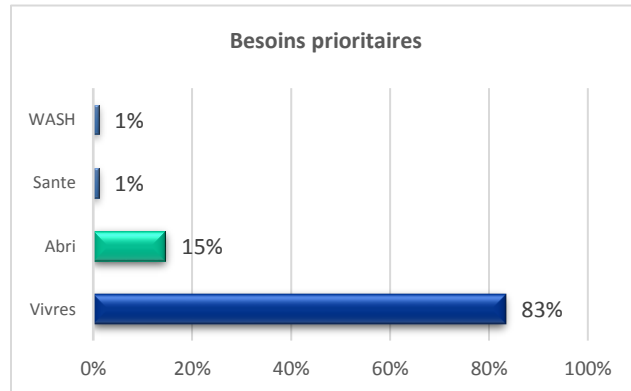
En dépit de toutes ces contraintes sécuritaires, différents acteurs humanitaires sont toujours présents dans ces zones même si les incertitudes demeurent encore et susceptibles de limiter l'accès à certaines localités notamment dans le Cercle de Koro. Les différents risques sécuritaires pour les humanitaires dans ces zones portent surtout sur les contrôles inopinés, les risques IED, les affrontements intercommunautaires, les violences physiques et le braquage.

II. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION RAPIDE :

A. BESOINS PRIORISÉS

Après l'analyse des données, il ressort de cette évaluation que les premiers besoins prioritaires sont :

1. Vivres : 83% ;
2. Abris d'urgence : 15% ;
3. Santé et WASH : 2%.



B. BESOINS HUMANITAIRES PAR SECTEUR

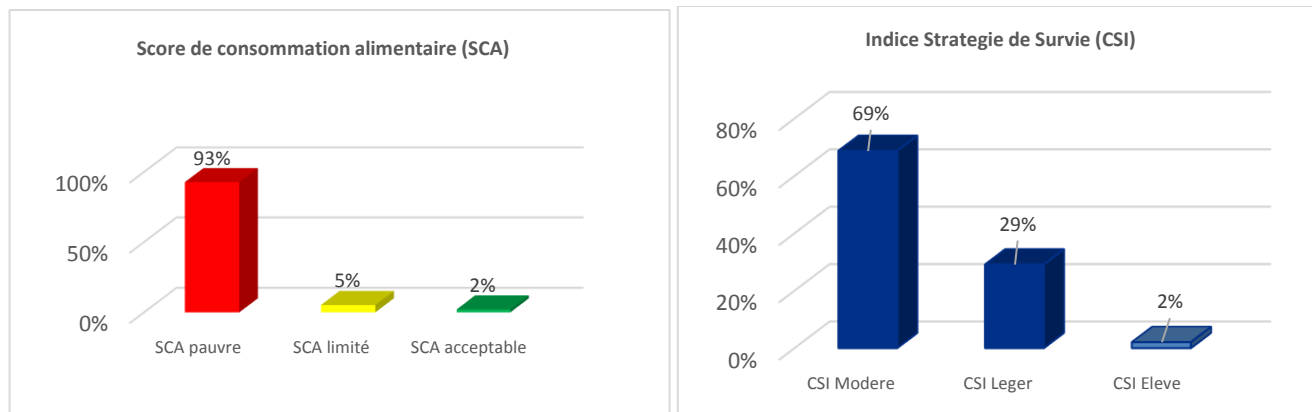
B.1. SECURITE ALIMENTAIRE

L'incident sécuritaire qui a marqué la destruction des biens et entraîné le déplacement de ces populations, a beaucoup contribué à la détérioration des conditions de vie des ménages qui vivaient déjà les effets négatifs des mauvaises récoltes.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les besoins alimentaires constituent la première priorité des besoins globaux des ménages, soit 83%. Selon les résultats des informations collectées, 81% des ménages ne disposent pas de stocks de vivres pour la consommation. Même parmi ceux qui en disposent, 73% estiment que ces réserves ne peuvent pas dépasser les rations alimentaires de deux semaines. Les données de l'évaluation soutiennent aussi que 19% de ménages arrivent à manger les trois repas par jour contre 18% qui ne mangent qu'une seule fois par jour.

L'analyse du score de consommation alimentaire montre que presque la totalité des ménages (93%) ont une consommation pauvre et seulement 2% ont le score de consommation acceptable. Pendant la période d'évaluation, les déplacés affirment avoir reçu quelques assistances alimentaires de la part de la DRDSES mais que selon eux, elles n'ont pas pu couvrir les besoins et la situation reste très précaire dans ce domaine. L'indice de stratégie de survie est modéré pour 69% des ménages et léger pour 29%. Les graphiques ci-dessous

présentent la situation du score de la consommation alimentaires et l'indice de la stratégie de survie au niveau des ménages ciblés par l'enquête.



B.2. ABRIS

Le secteur des abris occupe la seconde place des besoins prioritaires des ménages ciblés par l'évaluation avec 15%. Au niveau du village d'accueil, 39% de ménages concernés par cette évaluation vivent dans des familles d'accueil, 36% dans des maisons privées fournies gratuitement par la communauté hôte et 8% dans des abris individuels improvisés contre 16% dans leurs propres maisons.

Selon les résultats de l'enquête, l'état de l'ensemble des abris utilisés par les ménages déplacés est jugé « mauvais » pour 4 % et partiellement ou moyennement endommagé pour 90%. Selon les informations reçues auprès des personnes déplacées sur le terrain et d'autres personnes ressources les individus armés ont brûlé leurs habitats et logements. Une assistance dans ce domaine contribuerait à améliorer les conditions de protection de ces ménages, et surtout des aléas climatiques.

B.3. WASH

L'adduction d'eau sommaire et sa plateforme solaire qui servait de source principale d'approvisionnement en eau, ont été détruits par les assaillants. Dans le village d'accueil, les conditions d'hygiène et assainissement dans lesquelles vivent ces communautés cibles sont particulièrement critiques. 82% des personnes enquêtées, utilisent l'adduction d'eau sommaire qui constitue la principale source d'eau du village contre 17% pour les puits creuses protégés.

Il ressort de l'analyse des données collectées que le traitement de l'eau d'une manière quelconque pour la rendre potable fait partie des habitudes de vies de ces populations, même si la fréquence n'est pas régulière avec 72% de personnes qui ont affirmé traiter parfois l'eau destinée à la consommation contre 27% qui ne le font jamais. D'autre part, sur l'ensemble des ménages concernés par cette évaluation, 43% des ménages ne disposent pas de récipients avec fermeture pour le stockage d'eau de boisson. Au cours de l'évaluation des connaissances, plus de la moitié des répondants, soit 56% connaissent les moments critiques de lavages des mains.

L'appréciation des données démontre que plus de la moitié (64%) des ménages se lavent les mains avec de l'eau simple et que seulement 8% utilisent le savon et de l'eau pour se laver les mains.

Les risques pour ces ménages de contracter des maladies hydriques ne sont pas exclus, car les eaux de surfaces et des puisards sont consommées par certains ménages. Il ressort aussi des observations au niveau des sites d'accueil, le manque de récipients de stockage d'eau et l'insuffisance des latrines, toutes choses qui est susceptible d'entraîner le développement des maladies liées à l'hygiène et de l'eau. Ainsi, la dotation de ces ménages en kits pour le stockage et le traitement de l'eau de consommation est une nécessité compte tenu de la période d'attente constatée autour du principal point d'eau du village, bien vrai que cela ne soit pas une vraie priorité pour les ménages. Des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière du WASH permettront de renforcer les connaissances des personnes ciblées et d'adopter les bonnes pratiques tout en réduisant les maladies liées au manque d'hygiène.

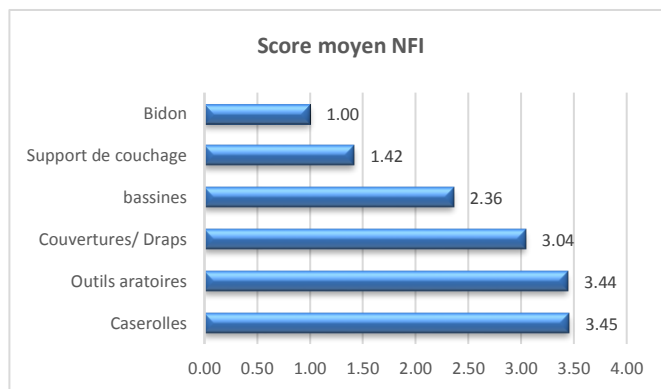
Tableau 3.0 : Les Principales Sources d'Eau Utilisées

Principales Sources d'Eau Utilisée	Forage/Pompe	Eau robinet	Puits creuses proteges	Grand Total
# Ménages déplacés	55	0	14	69
# Ménages hotes	24	1	2	27
% Ménages	82%	1%	17%	100%

B.4. NFI :

L'analyse des données collectées démontre que les articles non vivres ne sont pas ressortis comme un besoin prioritaire pour l'ensemble des ménages. Cependant, l'analyse des besoins individuels, soutient que les articles non alimentaires font parties des besoins essentiels non négligeables pour certains ménages. Le graphique ci-contre présente la situation du score card NFI des ménages enquêtés.

Selon les données collectées, 40% des ménages ont un score NFI supérieur à 3,8 qui est le seuil d'urgence du cluster NFI au Mali. Ce qui confirme les besoins ainsi exprimés par les ménages dans ce secteur. Les ménages évalués ont besoin des articles ménagers essentiels pour leur permettre de couvrir leurs besoins quotidiens.



B.5. PROTECTION¹

De manière générale la situation de protection reste inquiétante dans la commune de Bondo notamment dans le village de Dangatene selon les informations issues des discussions de groupes avec les membres de la communauté concernées par l'évaluation. Dans la Commune, des milices communautaires d'auto-défense communément appelées « Dozo » assure la veille sécuritaire a causé surtout de la recrudescence des incidents dans la zone où la présence des groupes radicaux et des individus armés non identifiés a été rapportée. Les principaux risques de protection identifiées dans la zone portent sur :

1. **Les risques liés au manque de documentation marquent par la perte de** leurs document importants dont les actes d'état civil. Il est ressorti des entretiens et focus groupes qu'environ 10% de la population hôtes ne disposent pas de documentation civile. Cette absence de documentation au niveau des populations concernées limite fortement leur déplacement et entraine des craintes d'être arrêtés par les forces de défenses et de Sécurité à cause du contexte multidimensionnelle de la situation sécuritaire ;
2. **Les Risques liés aux conflits /présence des groupes armés surtout avec** la présence active des milices communautaires d'auto-défense « Dozo » et les groupes armés non identifiés dans la zone.
La présence de groupes ou individus armés rend la situation sécuritaire inquiétante et affecte directement les populations et leurs biens. Le 09 mars 2018 une femme et une fille ont été retrouvées mortes suite à l'incendie qui a ravagé tout le village de Sabere Darah par des individus armés non identifiés. Le 18 mars 2018, 09 des cas d'assassinat ont été enregistrés dont 5 hommes brûlés vif et 4 hommes tués par coup de fusil par des individus armés non identifiés. Dans la zone, la prolifération des armes traditionnelles a été constatée. Les selon les informations collectées, 60% des populations disposent d'arme pour se défendre en cas d'attaque. A cela s'ajoutent le niveau élevé des craintes de représailles et règlement de comptes au sein de la population ainsi que la hausse des tensions intercommunautaires a cause du sentiment de méfiance entre les communautés à majorité Peuh et Dogons ;
3. **La Protection de l'enfance avec l'enregistrement** des cas de meurtres et de violation perpétrés à l'encontre de la population. Au cours des entretiens, les leaders communautaires ont souligné le traumatisme subit par les enfants du village de Saberé Darah qui ont été témoin. D'où un besoin de prise en charge psycho-sociale pour ces enfants. Il est également noté que l'ensemble des enfants sont déscolarisés à cause de la fermeture de l'école depuis janvier 2018.
4. **Les Violence Basé sur les Genres VBG** : Il ressort dans les entretiens l'existence des cas de mariage précoce/forcé qui sont très fréquent dans la zone, principalement pour des raisons culturelle et financière. Il est signalé qu'environ 80% des jeunes filles sont donnés en mariage avant 15 ans.

¹ Synthèse de DRC-Volet Protection

B.6. AUTRES SECTEURS

SECTEUR	Besoins Humanitaires	Réponses Fournies	Gap(s) à Combler	Autres Informations
MOYENS DE SUBSISTANCE	<ul style="list-style-type: none"> Les principales activités économiques de ces ménages sont l'Agriculture (87%) ; le petit commerce (7%) ; l'élevage 5% ; le travail occasionnel 1% ; Ces principales activités ont été impactées de façon négative par les déplacements involontaires et par le fait qu'une frange de cette population ne pratique presque aucune activité. 	<ul style="list-style-type: none"> Aucune action n'a été apportée à ces ménages. 	<ul style="list-style-type: none"> Un appui est nécessaire pour aider les ménages affectés à restaurer l'équilibre de leur moyen de subsistance ; Cependant, pour mieux appréhender ce secteur et mieux adresser la réponse, il serait plus judicieux de faire une évaluation des moyens d'existence. 	<ul style="list-style-type: none"> 88% des répondants des ménages enquêtés estiment que leur activité économique a été impactée par le déplacement ; A cela s'ajoute la mauvaise campagne agricole.
NUTRITION	<p>Au sein de la population ciblée par cette évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les enfants de moins de cinq ans représentent 30%. Les femmes enceintes, 3% ; Les femmes allaitantes, 11%. <p>Ceci pourrait provoquer chez ces catégories une vulnérabilité critique quand on sait que le besoin en sécurité alimentaire est important.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les ménages disent n'avoir pas reçu une assistance spécifique dans le domaine de la nutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> Une évaluation plus approfondie est nécessaire pour identifier les véritables besoins en nutrition à l'endroit des femmes et des enfants de cette localité. 	<ul style="list-style-type: none"> L'évaluation rapide ne permet pas d'appréhender la problématique de la nutrition en profondeur ; Cependant, la situation alimentaire critique constatée fait que les risques des cas de malnutrition est élevé surtout au niveau des enfants, les femmes enceintes et allaitantes.
SANTÉ	<ul style="list-style-type: none"> Dans le secteur de la santé, la population enquêtée estime avoir un accès limité aux soins de santé à cause des moyens financiers et aussi les limitations de mouvements à cause de l'insécurité ; L'ensemble des ménages fréquente le centre de santé communautaire de Dangatene. Mais le déplacement forcé des ménages fait qu'ils ne disposent pas des ressources pour se payer des soins. 	<ul style="list-style-type: none"> Dans ce secteur, aucune action n'a été apportée depuis le début de la crise. 	<ul style="list-style-type: none"> Cependant le centre est confronté à des difficultés liés à la disponibilité des produits médicaux et d'un personnel qualifié car le médecin chef a quitté les lieux suite à cette crise. 	<ul style="list-style-type: none"> Les maladies comme, le paludisme, les infections, respiratoires aigües sont signalées. Le risque des maladies lie à la consommation de l'eau impropre est imminent.
EDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> Au sein de la population 72% des enfants inscrits à l'école ne la fréquent plus suite à cette crise Le site d'accueil ne dispose pas d'école ; Cependant, 27% des élèves ont repris dans des conditions difficiles le chemin de l'école. Mais la question du surnombre et du manque du personnel enseignants est une véritable problématique pour les déplacés de Sabere-Darah et leurs hôtes du village de Dangatene. 	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau du chef - lieu de la commune Bondo, il existe une école du 1^{er} cycle et du second cycle Toutes les deux sont fonctionnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Un programme d'aide scolaire serait salubre pour ces enfants qui ont beaucoup souffert de la crise et qui continuent pour sentir ses séquelles. 	<ul style="list-style-type: none"> A noter que plusieurs écoles sont fermées dans la zone

C. ANALYSE SUCCINCTE DU MARCHÉ

Les ménages déplacés ne fréquentent que la foire hebdomadaire de Dangatene. Ce marché est approvisionné en produits de première nécessité, à savoir le riz, le mil, le sucre, le lait et autres. Selon les résultats de la collecte axée sur le marché, 70% des répondants de la

population enquêtée affirment que la disponibilité des articles alimentaires accessibles sur ce marché local est « peu suffisante » ou « pas du tout suffisante » contre 30% qui trouvent la disponibilité de ceux-ci « suffisante ». La qualité de ces articles est jugée « satisfaisante » par 31% des personnes enquêtées. Le même constat est fait au niveau des articles non-alimentaire avec 67% des enquêtes qui trouvent que la disponibilité de ces articles est « peu suffisante ». Au même moment, seulement 33% estiment « satisfaisante » la qualité des articles alimentaires et 50% la jugent « peu satisfaisante ».

III. CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

A la lumière de tout ce qui précède, il est recommandé à la communauté humanitaire d'apporter une réponse urgente à travers :

- ❖ Une assistance alimentaire pour permettre aux ménages affectés de satisfaire leurs besoins alimentaires urgents pendant une période d'un mois et faire un plaidoyer auprès de la communauté humanitaire pour la prolongation de la période de couverture ;
- ❖ Une assistance dans le domaine des abris, qui sera nécessaire à ces ménages sans abris.
- ❖ Une assistance complémentaire en articles non alimentaires est nécessaire, en privilégiant les ustensiles de cuisine, les articles de stockages de l'eau pour permettre aux ménages de satisfaire leurs besoins ménagers ;
- ❖ Dans le secteur du WASH, il est recommandé une dotation des ménages en kits pour le traitement de l'eau de consommation, de stockage et d'intégrer les séances de sensibilisations sur le traitement des eaux de boissons et l'utilisation du savon et/ou autre désinfectant pendant les moments critiques pour les lavages des mains afin de se prévenir des maladies diarrhéiques ;
- ❖ Des évaluations plus approfondies dans certains secteurs comme la protection, la nutrition, l'éducation et la santé pourront mieux édifier sur ces secteurs ;
- ❖ Toute assistance devra intégrer le suivi et la mise jour sur la situation sécuritaire de la zone pour la sécurité des interventions, du personnel et des bénéficiaires.